

## **Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement**

### ***Bulletin international sur l'intégration de la prévention de la violence armée et sa transformation en stratégies pour le développement***

**Numéro 2, Juillet 2008**

**Introduction:** Voici le deuxième numéro du bulletin de la *Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement* (DG). Cette publication électronique a pour objectif de soutenir le processus de la *Déclaration de Genève* et d'encourager les activités des gouvernements, des organisations internationales et de la société civile afin de faire le lien entre les programmes de développement et la prévention de la violence et les stratégies de réduction de cette violence. La DG, aujourd'hui adoptée par 92 Etats dans toutes les régions du monde, s'engage à traduire ses objectifs dans des actions concrètes, fondées sur les trois piliers de son programme: "**Plaidoyer**", "**Mesurabilité et recherche**", et "**Etablissement de programmes**". (Pour de plus amples informations sur la *Déclaration de Genève* et ses activités, voir le site: [www.genevadeclaration.org](http://www.genevadeclaration.org).)

**Dans ce numéro:**

- 1. Réunion régionale Asie-Pacifique**
- 2. Sommet DG prévu en septembre**
- 3. Le SG de l'ONU souligne l'importance de Violence armée et développement**
- 4. Nouvelle étude sur Prévention et réduction de la violence armée**
- 5. Etablissement de programmes sur le terrain**
- 6. Eléments de bibliographie**
- 7. Pour plus d'informations**

**1. Réunion Asie-Pacifique sur Violence armée et développement:** Faisant suite aux réunions régionales qui ont eu lieu en 2007 au Guatemala et au Kenya, une réunion semblable s'est tenue les 8 et 8 mai à Bangkok pour la région Asie-Pacifique. Elle a rassemblé des pays allant de Corée du Nord à l'Australe et du Kirghizistan aux Fidji, ainsi qu'une série d'organisations internationales et 12 ONG actives dans l'ensemble de cette vaste région. Accueillis par le gouvernement de Thaïlande et avec le soutien de la Suisse et du PNUD, les participants à cette assemblée ont examiné les expériences faites au niveau national par un grand nombre des pays présents, ainsi que des exemples d'activités en cours menées par des gouvernements, des organisations internationales et des ONG. La réunion s'est déroulée dans un esprit de franchise et d'engagement. A la fin, 27 pays de la région Asie-Pacifique ont adopté une "Déclaration de la région Asie-Pacifique sur la violence armée et le développement" (quatre d'entre eux attendaient encore confirmation de l'adoption). Ainsi, 92 pays au total ont adopté la Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement. Pour le texte de cette déclaration de la ré-

gion Asie-Pacifique, voir le site:

[www.genevadeclaration.org/pdfs/Bangkok%20AVD%20Declaration.pdf](http://www.genevadeclaration.org/pdfs/Bangkok%20AVD%20Declaration.pdf)

La "société civile" a pleinement participé à cette assemblée et neuf des ONG présentes ont fait des déclarations en plénière. En outre, un nouveau "périodique sur les bonnes pratiques" intitulé "Inspiring Actions, Merging Agendas" a été lancé à l'occasion de la réunion. (Voir ci-dessous le paragraphe *Eléments de bibliographie*.)

**2. Deuxième Sommet prévu en septembre:** Un sommet destiné à passer en revue les activités sur la violence armée et le développement se tiendra à Genève le 12 septembre. Ce sommet sera précédé par des manifestations organisées par des ONG le 11 septembre. Tous les Etats ayant adopté la DG (actuellement au nombre de 92) seront invités, ainsi que les agences qui la soutiennent, notamment le PNUD et l'UNICEF, et 25 participants de la société civile. Ce sommet a pour but de passer en revue le programme d'action de la DG, d'envisager les démarches importantes à entreprendre dans l'avenir et de réaffirmer le soutien apporté aux buts fondamentaux de la DG. Une réunion publique destinée à mettre en lumière les programmes de la société civile sur des thèmes relatifs à la violence armée et au développement sera à l'ordre du jour des ONG le 11 septembre, ainsi qu'une information sur le rôle de celles-ci au cours du sommet et une consultation sur la participation accrue des ONG au processus de la DG.

**3. Le Secrétaire général de l'ONU souligne l'importance de la question de la violence armée et du développement:** Dans un rapport consacré spécifiquement à la question des armes légères, présenté au Conseil de sécurité des Nations Unies le 17 avril dernier, le Secrétaire général Ban Ki-Moon juge "encourageants" les efforts faits dans le cadre de la Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement, "notamment en raison de l'importance qu'elle attache à la corrélation existant entre les armes légères, la violence armée et le développement." Il a mentionné l'initiative de la Déclaration pour introduire "le principe selon lequel il faut s'employer à obtenir des résultats quantifiables concernant les problèmes indissociables que sont les armes légères et le développement." Le Secrétaire général a dit qu'il était nécessaire d'intégrer les stratégies nationales visant à réduire la violence armée à celles qui ont pour objectif la réduction de la pauvreté. Selon la Recommandation 3 de ce rapport:

Les efforts déployés par les États et les organisations régionales et internationales pour freiner la prolifération galopante des armes légères devraient reposer sur la reconnaissance commune du fait que la sécurité, le développement et les droits de l'homme sont des problèmes indissociables. Les interventions concertées des États nécessitent, le cas échéant, l'intégration des plans d'action nationaux concernant les armes légères dans les initiatives de consolidation de la paix et l'adoption de stratégies plus vastes de réduction de la pauvreté et de politiques axées sur la sécurité humaine.

Le texte complet du rapport est disponible sous:

[http://doc.operationspaix.net/serv1/NUSG\\_rapport\\_armes\\_legeres\\_2008-04-17\\_.pdf](http://doc.operationspaix.net/serv1/NUSG_rapport_armes_legeres_2008-04-17_.pdf)

**4. Une nouvelle vue d'ensemble sur la prévention et la réduction de la violence armée:** Un nouveau rapport élaboré par le Secrétariat de la Déclaration de Genève, intitulé "Armed Violence Prevention and Reduction : a Challenge for Achieving the Millenium Development Goals" (Prévention et réduction de la violence armée: Mise en demeure de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement) – est destiné à aider les responsables politiques et les praticiens à mieux saisir la pertinence de la prévention et de la réduction de la violence armée pour leur travail quotidien. Il met aussi en lumière les initiatives lancées dans le cadre de la Déclaration de Genève. Et, ce qui est crucial, cette étude signale aussi différentes manières d'aborder la

question de la violence armée, notamment dans le domaine du développement, et offre des recommandations permettant de promouvoir le programme.

Ce rapport illustre le fait que la prévention et la réduction de la violence armée constituent fondamentalement une question liée au développement. La violence collective et interpersonnelle sape les programmes de développement, diminue l'efficacité de l'aide et empêche la réalisation des ODM. Les occasions de la prévenir sont souvent négligées ou insuffisamment financées. Les diplomates et les acteurs du développement peuvent jouer un rôle constructif en encourageant les initiatives internationales et locales visant à prévenir et à réduire la violence armée. Un soutien direct ou indirect apporté aux acteurs nationaux ou municipaux pour leur permettre de prendre en charge la réduction de la violence produira, selon toutes probabilités, les résultats les plus convaincants. Les agences des Nations Unies, les donateurs bilatéraux et multilatéraux et les organisations de la société civile savent bien qu'en définitive, ce sont les villes, les villages et les communautés rurales – avec leurs réseaux de soutien locaux – qui sont souvent le mieux équipés pour affronter, à long terme, les risques de la violence armée. La communauté internationale peut soutenir ces efforts en énonçant les buts communs, en soutenant la surveillance et apportant des preuves et en encourageant les partenariats intersectoriels. On peut télécharger le texte complet de ce rapport à l'adresse:

[www.genevadeclaration.org/pdfs/GD%20Background%20Paper.pdf](http://www.genevadeclaration.org/pdfs/GD%20Background%20Paper.pdf)

**5. Etablissement de programmes sur le terrain:** *On trouvera ici quelques uns des nombreux exemples de programmes Violence armée et développement illustrant les efforts déployés sur le terrain en vue à la fois de réduire la violence armée pour améliorer le développement et d'améliorer le développement pour réduire la violence armée. Ces brèves descriptions offrent des idées d'initiatives que peuvent reprendre un gouvernement, la société civile et des organisations internationales.*

- **Consolidation de la paix et réduction des conflits en Papouasie Nouvelle Guinée:** Ce programme a été mis sur pied par Oxfam Nouvelle Zélande à partir du travail que cette organisation accomplit depuis 2004 dans les montagnes de Papouasie Nouvelle Guinée, et de programmes déjà en voie de réalisation depuis 1998 à Bougainville. Oxfam traite des principales causes structurelles des conflits et de la sécurité humaine dans les zones montagneuses de la Papouasie Nouvelle Guinée au moyen de son programme de consolidation de la paix et de réduction des conflits. Ce programme fonctionne sur la base des contacts avec des partenaires et de l'accroissement des capacités dans les organisations communautaires actives dans le domaine de la réduction des conflits. La compréhension des réalités locales et des facteurs déclencheurs de conflits fait partie intégrante de l'approche d'Oxfam, ce qui signifie que l'on ne se fait pas le moteur des besoins de sécurité et des stratégies de paix des partenaires, mais que l'on se laisse guider par eux. C'est ce qu'on trouve au centre du programme visant à promouvoir les droits et la participation des femmes, à identifier les éléments de la société les plus "à risque" et à les inclure dans les stratégies de réduction des conflits, à donner un soutien en matière de moyens d'existence à aider la communauté locale dans ses efforts de gouvernance et de résolution des conflits et à promouvoir les approches communautaires de lutte contre la violence armée. Oxfam dispose d'une bonne expérience en matière de développement au niveau des communautés locales et de coopération avec les structures gouvernementales, ce qui lui confère les contacts et la crédibilité nécessaires à son activité de plaidoyer au niveau national. Pour plus d'informations, adressez-vous à Rachael Hinton: [rachael@oxfampng.org.pg](mailto:rachael@oxfampng.org.pg) ou consultez le site [www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz)

- **Action de la société civile en réponse à la crise postélectorale au Kenya:** L'initiative du mouvement Concerned Citizens for Peace (CCP), à la suite de la crise qui a suivi les élections au Kenya, est un exemple stimulant de promotion de la paix par la société civile. Le CCP a été lancé le 31 décembre 2007 par d'éminents militants pour la paix et médiateurs de la société civile du Kenya et il s'est immédiatement profilé comme point de ralliement pour les efforts de paix et de dialogue au niveau national. Alors que le pays était en état de choc et paralysé par la violence, le CCP a occupé un espace décisif, ayant reconnu très tôt que le dialogue constituait la seule manière de sortir de la crise. Le premier but a été de supplier les dirigeants politiques, en privé et publiquement, de dialoguer tout en appelant les Kenyans à mettre fin à la violence et aux destructions injustifiées de biens immobiliers. C'est ainsi que le CCP est devenu la voix du dialogue et son espace et qu'il a servi de précurseur à la médiation internationale. Pour de plus amples informations, prenez contact avec Florence Mpaayei, Nairobi Peace Initiative: [fmpaayei@npi-africa.org](mailto:fmpaayei@npi-africa.org) ou consultez le site web [www.gppac.net/page.php?id=1837](http://www.gppac.net/page.php?id=1837)
- **Activités auprès de jeunes anciens combattants dans le nord de l'Ouganda:** L'ONG Friends of Orphans (Amis des orphelins) cible des jeunes vulnérables (de 12 à 30 ans), notamment ceux qui sont touchés par le VIH et le sida et ont été affectés par la guerre, ainsi que des communautés défavorisées et des camps de personnes déplacées dans leur propre pays. Avec les ex-combattants, elle utilise une approche intégrée et multisectorielle en offrant aux jeunes à la fois une éducation et une formation professionnelle pour les aider à se réinsérer en tant que membres productifs de la société. Etant donné qu'une scolarisation normale n'est pas possible pour des jeunes qui ont passé 6 ou 7 ans dans le "bush", les centres "Atim Kikoma" ("Y arriver par moi-même") des Amis des orphelins offrent des formations professionnelles, un développement de l'esprit d'entreprise et des compétences permettant de gagner sa vie. En outre, l'association coopère avec les collectivités locales en vue de la consolidation de la paix. Ensemble, elles s'appuient sur la culture en faisant usage d'une "cérémonie de purification traditionnelle" à laquelle président les chefs locaux, afin de faciliter le pardon qui débouchera sur la réinsertion des anciens combattants. Elles dispensent aussi un enseignement sur les droits de l'homme et sur la manière de se protéger contre le VIH et le sida.  
[www.youthenterpriseconference.org/SiteManager/CuteEditor\\_Files/uploads/2008Docs/MakingCentsInternationalYouthEnterpriseLivelihoodsPublication\\_02\\_11\\_08vF.pdf](http://www.youthenterpriseconference.org/SiteManager/CuteEditor_Files/uploads/2008Docs/MakingCentsInternationalYouthEnterpriseLivelihoodsPublication_02_11_08vF.pdf)
- **Brésil: de l'école maternelle au marché du travail:** Scolarisation, formation professionnelle, orientation professionnelle, services sociaux et soins médicaux, tels sont les services qu'offre l'Association des communautés paroissiales Mata Escura et Calabetão (Acopamec) dans une zone géographique qui compte près de 76'000 habitants à la périphérie de Salvador, capitale de l'Etat de Bahia. La région est ravagée par la violence et le trafic de drogue. Les jeunes de la région ont beaucoup de peine à trouver des moyens de transport et à connaître un horizon plus vaste. Face à ces problèmes, les programmes d'Acopamec offrent de nouvelles possibilités pour tous les jeunes qui y participent. L'Association prend soin d'environ 2500 enfants et adolescents. Quatre mille jeunes de la collectivité locale profitent indirectement de ces services. L'activité d'Acopamec s'étend à de nombreux domaines. Le secteur préscolaire, par exemple, s'occupe d'enfants dès l'âge de 3 ans et s'occupe de jeunes jusqu'à l'âge de 24 ans. L'Association offre également aux jeunes une série de formations, notamment dans des domaines tels que l'artisanat, la coiffure, l'informatique, la boulangerie et d'autres spécialités; elle organise aussi des cours de portugais, de mathématiques, d'instruction civique, d'art et d'informatique. En outre, un programme de placement profession-

nel, mené en partenariat, aide ces jeunes à trouver des emplois. Pour de plus amples informations, consultez: [www.comunidadsegura.org/?q=en/node/37743](http://www.comunidadsegura.org/?q=en/node/37743)

**6. Eléments de bibliographie:** *Les publications présentées ci-après ont été sélectionnées à partir de différentes sources qui exposent divers aspects des activités liées aux questions de la violence armée et du développement.*

- ***Comunidad Segura Good Practices:*** Le premier numéro de ce magazine, paru en mars 2008, porte en sous-titre: "Actions passionnantes, Programmes intégrés." Son contenu est consacré à des exemples de mise en place de programmes sur la violence armée et le développement, aux échelons local et mondial. Il contient une brève présentation de quelque 15 projets existant dans le monde entier et portant sur des questions comme la violence juvénile, le maintien de l'ordre au niveau communautaire, la reconstruction après-conflit, la planification municipale de la sécurité, la recherche sur les délinquants juvéniles et les questions de genre. Ces projets, parmi d'autres, se trouvent aussi sur le site web du réseau Comunidad Segura ([www.comunidadsegura.org](http://www.comunidadsegura.org)) Pour un aperçu électronique de ce premier numéro, consultez: [www.quno.org/geneva/pdf/disarmament-peace/Good%20Practices%20magazine%20-1-%20WEB.pdf](http://www.quno.org/geneva/pdf/disarmament-peace/Good%20Practices%20magazine%20-1-%20WEB.pdf)
- ***ssrbulletin:*** c'est le bulletin mensuel du réseau Global Facilitation Network for Security Sector Reform (GFN-SSR), projet financé par le pool de prévention des conflits du gouvernement britannique. Ce projet a pour but de promouvoir une amélioration du travail en réseau et de l'échange d'information dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité actuellement en cours. Chaque numéro de ce bulletin contient des rapports sur des conférences récentes, des aperçus de projets sur le terrain et de travaux menés dans des pays particuliers, la description de cours de formation à ce sujet et d'autres ressources utiles. Il en existe des versions en arabe, français, espagnol et portugais. On peut consulter le bulletin sous: [www.ssrnetwork.net/ssrbulletin/index.php](http://www.ssrnetwork.net/ssrbulletin/index.php)
- ***Mise en œuvre du maintien de l'ordre au niveau communautaire au Kenya:*** Ce rapport a été publié par Saferworld en mars 2008. Il témoigne d'une reconnaissance croissante du fait que, si les forces de police sont l'une des sources principales de la sécurité, elles jouent un rôle central lorsqu'il s'agit de créer les conditions propices au développement communautaire. Depuis 2003, Saferworld, en coopération avec son partenaire PeaceNet, a élaboré des projets de maintien de l'ordre au niveau communautaire, reconnaissant que "les collectivités locales sont les mieux placées pour définir leurs propres besoins en matière de sécurité et pour identifier la manière dont il convient d'y répondre." Ce rapport décrit le travail accompli au cours des cinq dernières années, et notamment le lancement de deux projets pilotes à Isiolo et à Kibera; il montre comment l'idée de maintien de l'ordre au niveau communautaire fonctionne dans le contexte kenyan. Il met en lumière les résultats et les défis existants, vise à approfondir la compréhension de ce genre de projets et à offrir une orientation sur la manière dont on peut les entreprendre. [www.saferworld.org.uk/newslist.php/398/new\\_report\\_on\\_community\\_based\\_policing](http://www.saferworld.org.uk/newslist.php/398/new_report_on_community_based_policing)

- ***Prévenir la violence et réduire ses conséquences: quelle aide les agences de développement peuvent-elles apporter?*** La publication de ce nouveau rapport par l'Organisation mondiale de la santé met l'accent sur le fait que "l'impact de la violence sur le développement demeure trop souvent ignoré de ceux qui ont la possibilité d'agir. Ce document plaide pour que les agences de développement accordent une attention accrue à la prévention de la violence. Un de ses buts principaux consiste à stimuler le dialogue sur le rôle que doivent jouer les agences internationales de développement pour prévenir la violence au niveau mondial et, en dernière analyse, à convenir d'une série de stratégies de lutte contre la violence et d'investir davantage dans leur application." Le document expose les 10 meilleures options permettant de réduire les conséquences de la violence et propose des recommandations relatives aux structures de soutien institutionnel que l'on pourrait aussi élaborer pour une prévention durable de la violence et son intégration dans d'autres activités de développement. Ce rapport a été présenté officiellement au cours de l'Assemblée de l'OMS en mai dernier.  
[http://whqlibdoc.who.int/publications/2008/9789241596589\\_eng.pdf](http://whqlibdoc.who.int/publications/2008/9789241596589_eng.pdf)
- ***Interpréter la violence: la pensée et les pratiques anti-civils et les moyens d'argumenter plus efficacement contre elles:*** Ce bref guide émanant du Centre for Humanitarian Dialogue est destiné à aider toutes les personnes ayant le souci de la protection des civils à reconnaître les idéologies et les méthodes anti-civils et à négocier plus efficacement contre leur déploiement. La plupart des analyses sur la protection des civils se concentrent sur le vécu et les besoins des victimes. Cette brochure, au contraire, part de la perspective des auteurs de ces pratiques. Elle examine les raisons pour lesquelles ils prennent pour but les souffrances des populations civiles et les utilisent comme armes de guerre, et la manière dont ils incitent d'autres personnes à faire de même. La brochure tente d'interpréter les motifs, les intérêts et les conditionnements sociaux des auteurs de violences à l'encontre des civils:  
[www.hdcentre.org/files/Interpreting%20Violence%20ecopy.pdf](http://www.hdcentre.org/files/Interpreting%20Violence%20ecopy.pdf)
- Veuillez aussi consulter [www.genevadeclaration.org/resources.html](http://www.genevadeclaration.org/resources.html)

**7. Pour plus d'informations:** *Souhaitez-vous faire part d'informations sur des activités en cours dans votre pays et signaler des publications qui traitent de l'interface entre la prévention et la réduction violence armée et le développement?*

Si vous connaissez des projets couronnés de succès, passés ou en cours, dont vous pensez qu'ils pourraient être utiles, partagez-les avec nos lecteurs. Envoyez toute suggestion ou adresse de sites internet utiles à QUNO, [quno1@quno.ch](mailto:quno1@quno.ch)

Veillez visiter le site [www.genevadeclaration.org/context.html](http://www.genevadeclaration.org/context.html) si vous souhaitez d'autres informations.

Pour prendre contact avec la rédaction au sujet du contenu de ce bulletin, envoyez un message électronique à [djackman@rogers.com](mailto:djackman@rogers.com)

**Les éditeurs:** Ce bulletin est publié et distribué par le Bureau Quaker auprès des Nations Unies (QUNO) à Genève, afin de sensibiliser ses lecteurs aux questions et aux programmes liés au développement et à la violence armée et à accroître l'engagement en faveur du processus de la Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement.